



Intervention de la FERC CGT à la Coordination nationale de l'Éducation, 27 janvier 2018

à la table ronde « conséquences sur les conditions de travail du plan « étudiants » et du projet de loi Vidal ». (Note : le discours prononcé a été plus court, du fait de la contrainte des 5 minutes.)

Petit rappel historique

Actuellement, les conditions de travail des personnels sont mauvaises dans les établissements d'Enseignement supérieur. Cet état de fait est la conséquence directe de la politique qui a été menée depuis 10 ans, qui est remarquablement cohérente. La loi LRU-Pécresse en 2007 avait mis en place l'autonomie des universités et leur mise en concurrence. A suivi en 2013 la loi LRU-Fioraso, qui a imposé partout la régionalisation et le regroupement des établissements (fusions et ComUE). L'étape actuelle, si elle devait aboutir, introduirait la sélection à l'entrée à l'université après son introduction en M1 et serait logiquement suivie par une libéralisation des frais d'inscription et donc leur hausse importante pour les établissements les mieux cotés. À la FERC CGT, nous nous sommes opposés à chacune de ces attaques contre le service public de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR).

Conditions de travail : état des lieux

Les deux lois LRU ont éclaté considérablement le paysage de l'ESR, ce qui fait que les réalités sont très variées d'un établissement à l'autre. Il est donc dur de faire un état des lieux global. Toutefois, ces restructurations en profondeur ont partout eu les mêmes résultats, même si c'est avec une temporalité et des degrés de gravité différents, grâce notamment à la résistance des personnels :

- manque chronique de moyens, de postes et surcharge de travail,
- précarité endémique estimée à 35 % officiellement par le ministère, sans compter les quelques 130.000 vacataires d'enseignement (chiffre du ministère),
- fusions d'établissements ou de services avec pour conséquences : obligation de recandidater sur son propre poste, mobilités forcées, attaques sur le temps de travail (sur les horaires et les congés), ...
- dégradation notable des conditions de travail avec son lot de stress, d'arrêts de travail, de burn out...

Le tableau est noir, mais malheureusement il n'est que trop vrai.

Conditions de travail : conséquences du projet de sélection

Si le plan « étudiants » devait être mis en place, et nous combattons fermement pour qu'il soit retiré, on aurait 700.000 à 800.000 bacheliers qui formuleraient jusqu'à 10 vœux non classés sur « parcoursup ». Les établissements devraient répondre à chacun de ces quelques 7 à 8 millions de vœux ! Une quantité de travail supplémentaire considérable serait nécessaire.

Un exemple : en STAPS à Lille en 2016, ils ont reçu 7.000 demandes pour entrer en Licence, pour 550 places disponibles. Avec « parcoursup » et les vœux non classés, il faudrait donc répondre individuellement à ces 7.000 demandes, avec au moins 5 ou 6 clics à chaque fois ! Actuellement, ils sont 3 pour s'occuper du secrétariat pédagogique : 2 en Licence et 1 en Master... C'est absolument intenable. On commence à voir poindre des solutions techniques locales et inégalitaires : export/import de fichiers pour un traitement de masse des données loin d'une réponse individuelle comme le prétend le ministère. Voilà pour une filière « en tension » pour reprendre les termes du ministère.

Mais pour toutes les filières qui ne sont pas « en tension », le projet nécessiterait *de toutes façons* de répondre à des milliers de demandes individuellement, pour *au final* remplir les licences *comme avant*. Les équipes enseignantes de Licence dans chaque filière devraient étudier des centaines, des milliers de dossiers, les secrétariats pédagogiques devraient les gérer, *pour au final avoir a priori les mêmes étudiants qu'avant*. Un gigantesque travail pour rien ou presque. On n'a déjà pas assez de bras pour

faire le travail normal (enseigner et chercher), mais on ajouterait une masse de travail considérable *complètement* inutile, du point de vue technique, sans parler du fait que la sélection est injuste en elle-même.

Et le calendrier serait délirant, car il faudrait gérer cette surcharge de travail en mai – juin : c'est problématique pour les personnels des universités (enseignants et secrétariat) qui sont en pleine période d'examens !

Ce serait donc une véritable catastrophe qui s'annoncerait. A force de vouloir complexifier les procédures d'accès pour les bacheliers, de rendre impossible le travail des agents (avec surcharge et perte de sens du travail) cela pose la question suivante : n'y a-t-il pas une volonté délibérée d'empêcher le fonctionnement du service public comme cela a pu être fait dans d'autres secteurs ?

Sur le fond : non à la sélection ! Maintien des diplômes nationaux ! Maintien du baccalauréat !

Nous partageons l'analyse qui a été faite : ce projet vise à introduire la sélection à l'entrée à l'université. Appliqué, il constituerait un véritable basculement de société. Pour notre part, à la FERC CGT, nous refusons la sélection. *On n'accepte pas que des bacheliers soient interdits d'accès à l'enseignement supérieur notamment les bacheliers pro et techno.*

Ce qui est en jeu avec le projet de réforme du baccalauréat qui s'annonce et qui s'articule avec le projet de loi « orientation et réussite des étudiants », c'est une attaque directe contre les diplômes nationaux, bac en tête. Nous y sommes très sensibles à la CGT (c'est l'aspect interprofessionnel qui joue), parce qu'ils sanctionnent des niveaux de qualification qui servent ensuite de base pour les minima dans les grilles, dans les statuts et les conventions collectives, que le patronat cherche à remettre en cause en permanence. Dans chaque convention collective, un titulaire de licence a (ou devrait avoir !) un salaire minimum et une progression minimale supérieurs à un titulaire du bac.

À la FERC CGT, nous sommes donc pour la défense des diplômes nationaux et en particulier du baccalauréat qui est visé.

Mobilisons-nous !

La FERC CGT s'est investie dans l'interfédérale qui se réunit depuis septembre avec CGT, FSU, FO, SUD (organisations syndicales), UNEF, SUD Étudiants, UNL, SGL, UNL-SD (organisations étudiantes et lycéennes) et des associations. La plateforme revendique en particulier :

- *Le maintien du baccalauréat comme diplôme national et 1er grade universitaire, garantissant l'accès de tous les bacheliers sur tout le territoire aux filières post bac et aux établissements de leur choix.*
- *L'exigence d'ouverture massive de places supplémentaires en 1er cycle post bac et le refus de toute sélection à l'entrée à l'université.*
- *Le refus de l'instauration de blocs de compétences en lieu et place des diplômes et des qualifications*
- *L'abandon du projet de loi sur 1er cycle post bac et du plan « étudiants » qui l'accompagne, condition pour permettre une réforme ambitieuse qui garantisse le libre accès de chacun au supérieur.*

La FERC CGT soutient et contribue à toutes les luttes pour le retrait du plan « étudiants ». Elle appelle à se mobiliser massivement, à faire grève, le 1^{er} février, qui doit être une première étape pour le retrait du projet de loi. Devaquet est mort. Enterrons ses idées !